

Citoyens, usagers du service public,

C'est la période de dépôt de la déclaration des revenus, vous êtes nombreux à nous solliciter pour une aide à la déclaration... et vous avez raison ! La fiscalité est complexe et fait partie de notre mission de vous aider à la comprendre.

Mais, au-delà de notre fonction, nous sommes aussi des salariés, impactés comme vous par la réforme des retraites. Nous sommes aussi des parents qui nous inquiètent de l'avenir de nos enfants et nous sommes aussi des citoyens attentifs à la conduite des affaires politiques et sociales du pays.

Depuis le 19 janvier, nous sommes engagés dans le mouvement général de protestation contre l'inutile et injuste réforme des retraites, imposée par le gouvernement.

Bien que les arguments en faveur de cette réforme aient tous été irrémédiablement anéantis, au Parlement, sur les plateaux télévisés ou sur les réseaux sociaux, le gouvernement l'a faite adopter en urgence et sans même l'avoir soumise au vote du parlement. Après la décision du Conseil constitutionnel et sa promulgation dans les heures suivantes, il estime désormais que tout est fini et qu'il n'y a plus qu'à rentrer chez nous ! Il conviendrait, à présent, de passer à autre chose !

Mais le pays ne l'entend pas ainsi !

La décision du conseil constitutionnel n'enlève rien au caractère injuste de cette réforme ni à l'autoritarisme dont a fait preuve le gouvernement pour la faire adopter, en associant la ruse à la brutalité.

Aux Finances Publiques...

... nous sommes chargés d'appliquer, avec neutralité, les lois budgétaires qui sont votées par les majorités politiques successives. Pourtant, et c'est la justification essentielle de notre statut, nous avons pour mission de protéger les citoyens contre l'arbitraire et contre les inégalités de traitement (liées au genre, aux orientations politiques ou sexuelles, à la religion... etc).

Est-ce pour cette raison qu'on tente de supprimer le statut des fonctionnaires ?

Au-delà de nous, c'est vous qui en pâtissez !

Quand on subit 40000 suppressions d'emplois en 20 ans et que se multiplient les réformes fiscales et organisationnelles, il est évident que la qualité du service que nous rendons en souffre. La surcharge de travail engendre erreurs de gestion et inachèvement de nos missions. Les réorganisations incessantes ne suffisent plus à réduire nos délais de traitement. Au contraire, elles les accroissent !

Dans une stratégie de mise en pièces de la Fonction publique et du service public des missions sont même abandonnées, sous couvert d'une soi-disant réduction des budgets !

Pourtant, ces attaques, c'est surtout vous qui les subissez ! En perte de temps, en perte d'accès aux services, en perte d'écoute de la part d'agents surmenés et, parfois, en perte de sérénité des rencontres.

Nous le déplorons et nous avons manifesté à de nombreuses reprises pour défendre le service public. Mais depuis des années nos analyses et nos revendications se heurtent à des murs d'indifférence blasée.

Pourtant, la richesse du pays s'accroît...

... mais depuis l'arrivée au pouvoir d'E. Macron, les politiques fiscales favorisent surtout l'accroissement des inégalités et visent à culpabiliser les bénéficiaires des aides sociales.

Et pour financer les mesures d'allègement destinées aux plus riches, il nous demande à tous de participer à l'effort collectif en donnant deux de nos dernières années de vie en bonne santé, ou de vie tout court !

Il rejette nos demandes de réformes et de justice en se prétendant détenteur d'une vérité qui n'a pourtant de sens que si la majorité du peuple y adhère.

Notre démocratie n'est-elle donc plus qu'une dictature entre deux élections ?

Puisqu'il ne nous écoute pas, ne l'écoutons plus !

Continuons à nous mobiliser face à cette réforme injuste, public, privé, regroupons-nous

Tous à la manifestation du 1^{er} mai ! Soyons des millions à occuper la rue !

Toulouse (10h00, St Cyprien), Muret (10h30, Allée Niel),

et Saint-Gaudens (10h00, Place Jean Jaurès)

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne

Centre des Finances Publiques, bâtiment D, 17 ter Bd Lascrosses, 31000 Toulouse

<https://31.cgtfinancespubliques.fr/>

cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr